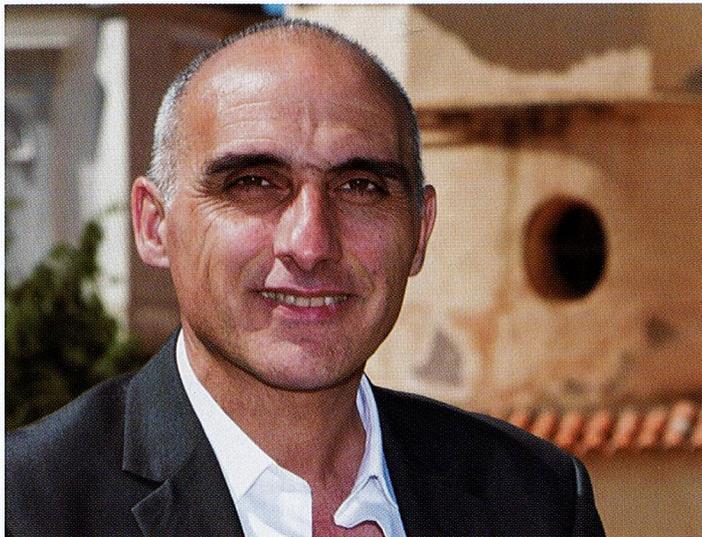


## « L'innovation doit être au cœur des projets territoriaux de réduction des déchets »

**Une population championne en matière de tri avec des performances que l'ensemble des autres territoires insulaires peuvent d'ores et déjà envier. Une position affirmée, une volonté politique forte, un partage de l'enjeu et des objectifs... si tout le monde pouvait suivre l'exemple de la Communauté des Communes de Calvi-Balagne, l'export des déchets vers le continent ne serait plus perçue comme une solution transitoire mais comme une véritable aberration. François Marchetti, son président, nous explique ce travail colossal qui aujourd'hui porte progressivement ses fruits...**

**EXEMPLE.** L'intercommunalité reste un levier dont on mesure encore trop peu l'importance en termes d'architecture publique et de constructions de nouvelles politiques de solidarités et d'aménagement du territoire. Dans le combat mené pour la réduction des déchets, elles sont en première ligne, jugées en permanence sur leur efficacité et leur faculté à gérer des volumes de plus en plus importants. Face à ce défi immense de la gestion des ordures ménagères et à l'heure où l'on s'apprête à l'exportation d'une partie de nos déchets, il est un territoire qui sort du lot. Oui, la Communauté de Communes Calvi-Balagne doit devenir source d'inspiration pour tous. Alors que la moyenne de tri sur l'ensemble insulaire se situe entre 20 et 25%, Calvi-Balagne pousse actuellement le curseur à 42% ! Un chiffre qui s'explique par la pertinence d'un programme mûrement réfléchi. François Marchetti : « Il y a eu l'instaura-



*tion de la collecte au porte à porte à Algajola en 2017, puis celle d'Aregno cette année. En 2019, une extension de cette collecte à l'ensemble des flux est programmée sur les communes de la façade est du territoire. Notre planification prévoit pour 2020 de l'installer à Calenzana, Montegrossu, Zilia, Moncale et la plaine de Calvi, pour finir en 2021 avec Calvi et les villages de Manso et Galeria. Dans moins de trois ans, si tout va bien, si les aides consenties par l'Etat au titre de l'ADEME et par la Collectivité de Corse via notamment l'Office de l'Environnement sont délivrées, ce porte à porte sera mis en place sur l'intégralité du territoire. »*

Il faut bien le dire, cette collecte spécifique est la meilleure des solutions pour encourager le tri. En rapprochant le collecteur de l'utilisateur, l'impact s'en trouve démultiplié : « Nous atteignons des taux de tri plus que satisfaisant, 67% en moyenne sur Algajola et Aregno, avec une pointe qui a dépassé les 75% ces derniers jours pour Aregno... En généralisant ce dispositif en

*Corse, nous ne parlerions plus d'export... »*

Car l'efficacité de la mise en œuvre d'un programme destiné à réduire le volume des déchets résulte avant d'une forte volonté politique : « Elle est relayée ensuite sur le terrain par les personnels de l'intercommunalité, à travers la fonction de ripueur qui est aujourd'hui davantage valorisée. Ce n'est plus le même métier qu'il y a une décennie. Le ripueur est à présent un collecteur de données et un ambassadeur du tri. A sa disposition, il a des tableaux pour noter les objectifs et les performances de chaque foyer. Ce métier s'est profondément enrichi et s'avère indispensable pour la collecte. De son côté, la population joue le jeu par le biais d'une redevance incitative qui démontre que le geste du tri a un impact considérable sur leurs finances. Plus on trie et moins le volume à facturer est important. »

Actuellement, le coût de la collecte des ordures ménagères pour l'intercommunalité est évalué à 177 euros la tonne, pour un montant total de 1,5 million d'euros

par an. Le Président de la Communauté des Communes craint l'apparition d'un effet ciseau avec l'export : « Quand le prix de la tonne augmentera, cela va faire très mal ! L'export est prévu pour être transitoire, mais généralement en Corse, le provisoire dure des décennies. Même si l'Etat et la Collectivité de Corse prennent en charge l'excédent, ce sont quand même les contribuables qui seront pénalisés. La seule solution est de trier davantage. Payer moins donc trier plus ou trier plus pour payer moins ! » CQFD.

En parallèle, il s'agit aussi de concevoir et de lancer de nouvelles opérations afin de donner aux habitants les arguments pour trier en observant ce qui se fait ailleurs : « Nous essayons de mettre l'innovation au cœur de nos politiques publiques dans le but de réduire davantage nos déchets. Nous profitons généralement des semaines européennes consacrées au développement durable pour trouver de nouvelles actions. Par exemple, nous venons de demander à dix familles de se porter comme foyer témoin «zéro déchet» pour une durée de six mois. L'enjeu est de montrer qu'il existe une vraie volonté de tendre vers ce «zéro déchet». Autre projet mis en œuvre, la collecte des douilles et des cartouches de chasse. Une initiative qui fait école puisqu'elle a séduit l'Office de l'Environnement et les Fédérations de Chasseurs qui ont l'intention de l'étendre aux autres territoires. On veut vraiment profiter de ces moments que représentent ces événements labellisés pour lancer des initiatives et voir si elles peuvent être efficaces. »

Y.C.